

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme l'a proposé l'honorable député, sa question me servira d'avis et je chercherai à obtenir le renseignement qu'il demande.

L'IMMIGRATION

RÉFUGIÉS HONGROIS—PRÉTENDUE ACTIVITÉ D'AGENTS COMMUNISTES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. Wilfrid Dufresne (Québec-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Justice. En l'absence du ministre, je devrais m'adresser au leader de la Chambre mais, comme il est absent lui aussi, je poserai ma question au premier ministre qui pourra la considérer comme un avis. Le ministre est-il au courant d'une déclaration formulée récemment à Toronto par M. George Nagy, secrétaire général de la Fédération des Hongrois du Canada, portant que, parmi les réfugiés hongrois qui sont entrés au Canada récemment, il y a un certain nombre d'agents communistes qui cherchent à créer du mécontentement au sein des réfugiés et à mettre obstacle à leur heureuse intégration dans la société canadienne? Le ministre peut-il commenter cette déclaration et nous dire quelles mesures on a prises, s'il en est, pour faire enquête à ce sujet.

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'appellerai l'attention du ministre sur cette question afin qu'il y donne une réponse appropriée.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OTAN—DÉCLARATION SUR LA NOMINATION DU LIEUTENANT-GÉNÉRAL HANS SPEIDEL AU POSTE DE COMMANDANT DES FORCES TERRESTRES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. R. O. Campney (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, vendredi dernier, l'honorable député de Kootenay-Ouest (M. Herridge) a posé au premier ministre la question suivante:

Le gouvernement du Canada a-t-il été consulté au sujet de la nomination du lieutenant-général Hans Speidel au poste de commandant des forces terrestres du Centre-Europe, de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord? Dans le cas de l'affirmative, le Gouvernement a-t-il exprimé son approbation?

Aux deux questions, je réponds par l'affirmative. Le 4 janvier, nous avons reçu du général Norstad, de l'OTAN, commandant suprême allié en Europe, un message énonçant que le poste de commandant général des forces terrestres alliées du Centre-Europe avait été laissé vacant par le général Marcel

Carpentier, de l'armée française, et que le ministre de la Défense nationale de France, de concert avec ses collègues belge et hollandais, proposait que le poste soit attribué à un officier allemand ayant le rang et l'expérience que comporte la fonction. En ma qualité de ministre de la Défense nationale, j'ai exprimé notre approbation en principe, au nom du Canada.

Le 24 janvier, le général Norstad m'a informé que les autorités nationales de l'Allemagne occidentale, après avoir été consultées, avaient désigné à ce poste le lieutenant-général Hans Speidel. De même que les autres pays en cause, faisant partie de l'OTAN, le Canada a agréé cette nomination.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Le ministre permet-il une question complémentaire? A-t-il déjà eu connaissance d'un rapport soumis par le lieutenant-général Speidel, chef de l'état-major général à Paris, rapport daté du 28 février 1942 et portant sur la sécurité intérieure de l'armée allemande? Il y était question de l'arrestation d'un grand nombre de Juifs. Le ministre sait-il aussi qu'un millier de ces Juifs ont été envoyés à Auschwitz (Pologne), où se trouvait une des plus notoires fabriques de gaz toxiques?

L'hon. M. Campney: Non, monsieur l'Orateur, je ne puis dire que je suis au courant. Je sais, toutefois, que le général Speidel a été arrêté sous l'accusation d'avoir participé à l'attentat contre la vie d'Hitler.

L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE—ON INVITE LE PRÉSIDENT À VISITER LE CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald M. Fleming (Eglinton): Puis-je demander au premier ministre si le gouvernement se propose d'inviter le président Heuss de la République fédérale de l'Allemagne de l'Ouest à visiter le Canada à l'occasion de sa prochaine venue aux États-Unis?

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, une invitation a déjà été transmise au président de l'Allemagne de l'Ouest et nous espérons qu'il l'acceptera.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

LE RAPPORT DE LA COMMISSION GORDON—PUBLICATION DES ÉTUDES PRÉLIMINAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce): Le premier ministre peut-il dire à la Chambre si les rapports préliminaires que la Commission Gordon entend annexer à son rapport seront bientôt disponibles, ou s'ils seront retenus jusqu'à la publication du rapport définitif?